



Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche en date du ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

## **Décète :**

### **Article 1**

Le comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche est régi par les dispositions du décret du 15 février 2011 susvisé, sous réserve des dispositions du présent décret.

Par dérogation au titre III du décret du 15 février 2011 précité, le comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche n'est pas compétent pour l'élaboration ou la modification des règles statutaires relatives aux enseignants-chercheurs régis par le décret du 6 juin 1984 susvisé.

### **Article 2**

Le décret n° 94-360 du 6 mai 1994 relatif au comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche est abrogé.

### **Article 3**

Les mandats des membres titulaires et suppléants du comité technique ministériel de l'enseignement supérieur et de la recherche, actuellement en cours, sont prorogés jusqu'au 31 décembre 2014.

### **Article 4**

La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le

Par le Premier ministre :

La ministre de l'enseignement supérieur et  
de la recherche,

Geneviève FIORASO

La ministre de la réforme de l'Etat, de la  
décentralisation et de la fonction publique,

Marylise LEBRANCHU